

LES RELATIONS PÉTROGAZIÈRES UE-RUSSIE ET LE DÉBOUCHÉ CHINOIS. LA GÉOPOLITIQUE AVANT LE COMMERCE

Jean-Sylvestre Mongrenier

La Découverte | « [Hérodote](#) »

2014/4 n° 155 | pages 43 à 57

ISSN 0338-487X

ISBN 9782707183354

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/vue-herodote-2014-4-page-43.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Les relations pétrogazières UE-Russie et le débouché chinois. La géopolitique avant le commerce

Jean-Sylvestre Mongrenier¹

À la fin de la guerre froide, l'importation de pétrole et de gaz russes était vue comme un recours pour diminuer la dépendance de l'Europe vis-à-vis du Moyen-Orient. La transition de la Russie vers la « démocratie de marché » et les complémentarités naturelles entre l'Est et l'Ouest du continent devaient dépolitiser le secteur énergétique, les aspects techniques, juridiques et commerciaux l'emportant sur la grande stratégie et les logiques de puissance. Depuis, les « guerres du gaz » russo-ukrainiennes (janvier 2006 et 2009) et autres embargos énergétiques à l'encontre de pays d'Europe médiane et du Sud-Caucase ont terni l'image de la Russie comme exportateur fiable. La crise géopolitique autour de l'Ukraine a amplifié le processus. Dans ce conflit, qui doit être analysé selon différents ordres de grandeur, la question énergétique est centrale. Si elle met d'abord en jeu la relation russo-ukrainienne, cette question est d'envergure russo-européenne et retentit sur les relations sino-russes.

Du côté européen et occidental, les sanctions dites de « niveau 3 » adoptées après la destruction en vol de l'avion de la Malaysia Airlines (17 juillet 2014) puis l'intervention militaire russe en Ukraine concernent désormais le secteur de l'énergie (pétrole et gaz). Les dirigeants russes ont quant à eux interrompu les livraisons de gaz à l'Ukraine et ils menacent l'Europe d'un embargo, menace doublée d'une réorientation des flux vers l'Asie. Au vrai, le *statu quo* politico-énergétique est déjà

1. Chercheur associé à l'Institut Thomas More, auteur de *Stratégies et géopolitiques russes des hydrocarbures*, Presses universitaires de Louvain, 2013.

remis en cause et la structure des échanges est appelée à se transformer. Dans cette relation énergétique duelle, la Russie ne dispose pas d'un pouvoir sans partage, d'autant plus que les renouvellements du marché mondial du gaz ouvrent d'autres perspectives. Pourtant, l'accord sino-russe sur le gaz, signé à Shanghai le 20 mai 2014, marque bien une réorientation de la politique d'ensemble de la Russie. Enfin, il apparaît que la question énergétique relève de problématiques géopolitiques qui dépassent le seul commerce et les appels au « *business as usual* ».

Dépendances et interdépendances russo-européennes

Les vulnérabilités réciproques

On sait que la Russie est l'un des principaux fournisseurs de pétrole et de gaz de l'UE ainsi que des pays des « Balkans occidentaux » et de la Turquie, ces derniers appartenant à la Communauté énergétique d'Europe du Sud-Est². Ainsi la Russie assure 40 % des importations européennes de gaz (125 milliards de m³ en 2013), soit 27 % des besoins de l'UE, et 32 % du pétrole qu'elle consomme. Pour la Turquie, cinquième importateur mondial de gaz, le ratio est plus élevé (58 % des importations proviennent de Russie). À raison, on insiste plus sur le gaz qui transite par des installations fixes, dans le cadre de contrats de long terme (voir le « système de Groningue »), ce qui induit des dépendances réciproques entre le pays exportateur et les pays importateurs³. S'il existe un marché mondial du pétrole, avec la possibilité de se tourner assez rapidement vers un autre fournisseur, les échanges de gaz s'organisent principalement autour de trois grands ensembles

2. La Communauté énergétique d'Europe du Sud-Est (CEESE) a été instituée par le traité d'Athènes, signé en 2005. Ce traité couvre les secteurs de l'électricité et du gaz, les pays signataires s'engageant à se conformer à la législation énergétique européenne en vue d'un marché intégré. Il est signé entre l'Union européenne, représentée par la Commission, et les pays des « Balkans occidentaux » (républiques ex-yougoslaves et Albanie) ou Europe du Sud-Est (cette appellation souligne la vocation européenne des pays de la région (voir le sommet UE-Balkans de Thessalonique, en juin 2003). Depuis son institution, la CEESE a été rejointe par la Moldavie (2010) et l'Ukraine (2011). La Géorgie a posé sa candidature et les deux autres pays du Sud-Caucase (Azerbaïdjan et Arménie) devraient suivre. L'Arménie ainsi que la Turquie ont un statut d'État observateur. À terme, la candidature de certains pays d'Asie centrale n'est pas exclue.

3. Le champ gazier de Groningue (Pays-Bas) est découvert en 1959 et exploité à partir de 1964. Le gaz est exporté vers l'Allemagne, la Belgique et la France. Les contrats gaziers sont négociés sur le long terme et les prix sont indexés sur ceux du pétrole. Ce type de contrat est à l'origine du système dit « de Groningue », étendu à d'autres transactions aux plans européen-eurasiatique et mondial.

régionaux : l'Europe-Eurasie, l'Amérique du Nord et l'Asie-Pacifique. Il faut pourtant mentionner la mondialisation en cours du marché du gaz, un processus fondé sur le développement du GNL (gaz naturel liquéfié) et des marchés *spot* (achat et vente de gaz au jour le jour)⁴.

Le choix des itinéraires pour les gazoducs, la situation des États producteurs et des États de transit de l'« or gris », *in fine* les relations entre les États exportateurs et importateurs posent des problèmes de type pouvoirs-territoires qui relèvent de la géopolitique, telle qu'elle est définie par Yves Lacoste et l'Institut français de géopolitique (université Paris-VIII). Dans le cas présent, la dépendance de l'Europe vis-à-vis de la Russie et ses implications internationales, lorsque le contexte général se tend, sont bien des questions d'ordre géopolitique. Les partisans de l'apaisement avec Moscou, malgré le rattachement de la Crimée à la Russie et la situation dans l'Est ukrainien, ne se font pas faute de le rappeler. En retour, il faut souligner la dépendance de la Russie à l'égard des marchés européens. L'Europe absorbe en effet près des 3/5 du pétrole exporté par la Russie (57 %) et plus des 4/5 de ses exportations de gaz (56 %). Au total, environ 15 % du PIB russe dépendent ainsi des échanges énergétiques avec l'Europe.

Plus généralement, l'économie russe repose sur ses exportations de produits énergétiques. Le pétrole, le gaz et le charbon représentent 70 % des exportations russes (62 % pour le pétrole et le gaz) et, si l'on prend en compte les minerais, l'ensemble des produits de base assure 90 % du total. Près de la moitié des ressources fiscales de l'État russe sont liées aux débouchés extérieurs du secteur énergétique. La croissance économique, la richesse nationale et le développement de la Russie sont donc indexés sur les cours des hydrocarbures, plus précisément sur ceux du pétrole⁵. À l'évidence, la Russie n'est pas une économie émergente et la place prise par les BRICS dans la rhétorique russe, si elle vise à conférer une touche *high-tech* à un modèle de croissance fragile, a surtout une finalité géopolitique : invoquer le « monde des émergents » contre l'Occident (voir le « discours de Munich » prononcé par Poutine, le 10 février 2007, lors de la Conférence sur la sécurité). Enfin, la considération des rapports commerciaux d'ensemble entre la Russie et l'UE permet une plus juste appréciation des choses. Si l'Europe représente la moitié des exportations russes, la Russie n'absorbe que de 7 à 8 % des exportations européennes (4,7 % pour la zone euro).

4. Près du tiers (31 %) de la production mondiale de GNL est écoulé sur les marchés « spot ». Le Qatar et le Nigeria fournissent la moitié de ces volumes.

5. Les cours du pétrole orientent la fixation du prix du gaz, dans le cadre de contrats à long terme. Les développements du GNL et d'un marché mondial du gaz devraient déconnecter les prix de l'« or gris » de ceux du pétrole. Du fait du différentiel entre prix régionaux et prix mondial du gaz, Gazprom a déjà été contraint de renégocier les contrats de certains de ses clients.

Les limites de la puissance énergétique

Pourtant, la dépendance réciproque entre Russes et Européens n'est pas une neutralisation réciproque qui empêcherait toute montée aux extrêmes et interdirait l'emploi de l'arme énergétique. Sur le statut de l'énergie dans les relations internationales comme sur le plan des conceptions générales, la Russie et l'UE sont situées aux antipodes. Quand l'UE promeut le traité sur la Charte de l'énergie (1994) et vise à dépolitiser le secteur énergétique, dans une logique de marché (libre concurrence et démantèlement des monopoles), les dirigeants russes font de l'énergie un moyen de puissance⁶. La doctrine russe de sécurité nationale adoptée en 2009 indique clairement la chose. Au besoin, la cessation brutale des exportations permettrait d'imposer sa volonté propre aux gouvernements dépendants des importations russes, mais récalcitrants par ailleurs. Embargos multiples et répétition des menaces ont démontré qu'il ne s'agissait pas là d'une simple hypothèse d'école, les faits invalidant l'affirmation selon laquelle les affaires seraient désormais la grande affaire de la Russie (le régime autoritaire-patrimonial russe n'est pas réductible à ses aspects mercantiles, voire mafieux).

Dans les années 2000, lorsque Vladimir Poutine met en place la « verticale du pouvoir », le domaine énergétique passe sous le contrôle de l'État russe. Le Kremlin reconstitue ou consolide les grands groupes publics (Gazprom, Rosneft et Transneft), prend le contrôle des ressources énergétiques et révisé la législation du sous-sol. L'objectif est d'accroître le pouvoir national total de la Russie et de conduire une politique de puissance dans l'« étranger proche », c'est-à-dire dans l'aire postsoviétique ; Celeste A. Wallander conceptualise cette politique et la nomme « transimpérialisme » [Wallander, 2007]. L'énergie est l'un des sommets du triangle de puissance formé par les exportations pétrogazières, les moyens financiers qu'elles assurent et le réarmement de la Russie. En cela, le secteur énergétique constitue un socle de puissance : ses exportations sont la matrice des ressources financières qui permettent à l'État de conduire une politique de force. Sur un autre plan, elles sont aussi un outil de coercition à l'encontre des voisins proches et lointains de la Russie.

6. Le traité sur la Charte de l'énergie est un texte signé en 1994 à Lisbonne (Portugal) et entré en vigueur en 1998. Il est précédé d'une déclaration politique de 1991 (Charte européenne de l'énergie) dans laquelle les États de l'ancien bloc de l'Est et ceux de l'Ouest ont manifesté leur volonté de collaborer plus étroitement dans le domaine de l'énergie. L'objectif du traité est la promotion de la coopération à long terme dans le domaine de l'énergie. À l'heure actuelle, le traité sur la Charte de l'énergie comprend les États membres de l'Union européenne et des États candidats, tous les États des Balkans, des membres de la Communauté des États indépendants (CEI) ainsi que le Japon et la Suisse. Le Parlement russe n'a pas ratifié ce traité et Moscou le considère comme caduc. Le pouvoir russe veut conserver ses monopoles publics.

La place conférée à l'énergie dans le dispositif de puissance russe suggère trois remarques. En premier lieu, le maniement de l'arme énergétique est d'un usage délicat. Sur le temps court d'une crise internationale – avec le bénéfice de l'effet de surprise –, un soudain et brutal embargo énergétique peut faire la décision, le pouvoir russe imposant sa volonté au pays ciblé. Pourtant, depuis les embargos des années 2000, l'effet de surprise s'est dissipé et si l'UE est encore vulnérable au plan énergétique, elle est mieux préparée à l'épreuve (développement de stocks stratégiques, interconnexion plus forte des réseaux nationaux et développement de la solidarité énergétique entre États membres). De surcroît, un nouvel embargo russe à l'encontre de l'Europe finirait de détruire la confiance envers les engagements pris par la Russie, affaiblirait Gazprom et priverait le pays de devises essentielles à son économie. En second lieu, l'importance de la Russie comme producteur énergétique et les menaces proférées ne doivent pas occulter la moindre efficacité du triangle politico-énergétique Gouvernement-Gazprom-Rosneft : les interférences politiques, le court-termisme et la logique de puissance s'imposent, au détriment de la modernisation des grands groupes publics et de l'adaptation du secteur à la nouvelle donne énergétique mondiale [Baev, 2014]. Les sanctions occidentales aggraveront la situation (voir plus bas). Enfin, la dépendance à l'énergie, l'effet de rente et l'incapacité à franchir de nouveaux seuils menacent les « fondamentaux » de l'économie russe. Le modèle de puissance est à redéfinir.

Le conflit russo-ukrainien et la question énergétique

Comme indiqué plus haut, il existe bien une géopolitique de l'énergie, avec pour enjeux les zones d'approvisionnement et les itinéraires d'acheminement. Il serait cependant erroné de basculer dans une nouvelle forme de matérialisme historique, les rivalités autour des produits énergétiques devenant l'alpha et l'oméga de la géopolitique. Certes, la localisation des ressources pétro-gazières et leur circulation, à travers des espaces de transit et des zones géostratégiques, sont autant de facteurs qui confèrent importance et valeur stratégique à certains territoires. Pourtant la géopolitique comme méthode d'analyse des conflits ne doit pas négliger les idées, croyances et représentations qui inspirent les projets politiques et les stratégies des différents acteurs, leurs motivations étant irréductibles aux conflits géoéconomiques et appétits matériels. Si l'autoritarisme patrimonial russe est marqué par la confusion des genres et les luttes entre « clans » pour le contrôle des rentes, le système de pouvoir organisé autour de Vladimir Poutine est animé par la volonté de poser la Russie comme puissance mondiale et de reconstituer une force d'opposition.

Le cas de l'Ukraine montre la surdétermination des enjeux énergétiques par des représentations et des problèmes géopolitiques plus larges. On sait que le territoire ukrainien est comparable à un pont énergétique entre l'Est et l'Ouest. Un temps, les quatre cinquièmes du gaz russe exporté vers l'UE transitaient par les réseaux ukrainiens. Depuis 2010, le Nord Stream – un gazoduc reliant directement la Russie à l'Allemagne, sous la Baltique – permet de contourner le territoire de l'Ukraine par le nord. Sa capacité de transit est de 55 milliards de m³ par an, soit plus du tiers des exportations russes de gaz vers l'Europe⁷. Au sud de l'Ukraine, sous la mer Noire, Gazprom a prévu la construction du South Stream. Une fois construit, ce gazoduc aurait une capacité de 63 milliards de m³. Au fil des ans, avec à peine la moitié des exportations russes de gaz vers l'Europe, la fonction de transit de l'Ukraine s'est amoindrie. Si, en dernière instance, l'énergie expliquait tout, l'Ukraine serait bientôt dépourvue de valeur stratégique. Il n'en est rien. Dans les représentations géopolitiques russes, l'Ukraine est vue comme la pierre angulaire du projet d'Union eurasiatique, projet censé redonner à Moscou un statut de puissance mondiale⁸. Le contournement de l'Ukraine vise à réduire la latitude d'action de Kiev et à priver l'État ukrainien du soutien européen. *A contrario*, les États européens ne peuvent se désintéresser du devenir de l'Ukraine : le révisionnisme géopolitique russe remet en cause les fondements de l'ordre international européen et la stabilité géopolitique du continent⁹. La question énergétique est donc la partie d'une problématique géopolitique globale.

7. Actuellement, le Nord Stream ne fonctionne qu'au tiers de sa capacité. Le fait s'explique par un contrat du type « take or pay » entre la Russie et la Slovaquie. Les volumes de gaz ne pouvant transiter par le gazoduc qui relie l'Allemagne à la République tchèque, en raison de son insuffisance, ils passent encore par le réseau ukrainien.

8. À Astana, le 29 mai 2014, Poutine et ses homologues biélorusse et kazakh ont signé le traité sur la fondation d'une Union économique eurasiatique UEE), prototype de l'Union eurasiatique planifiée pour début 2015. Le retournement de situation en Ukraine et les sanctions occidentales, à la suite du rattachement de la Crimée à la Russie et de la déstabilisation du Sud-Est ukrainien, ont conduit Poutine à accélérer le processus. Toutefois, la mauvaise volonté d'Alexandre Loukachenko et la méfiance de Noursoultan Nazarbaïev ont pour conséquence un certain flou dans la définition de l'objectif global. Quand Poutine voit en l'Union eurasiatique une structure de puissance centrée sur la Russie, les présidents biélorusse et kazakh insistent sur la dimension économique et commerciale de cette « Asiope ». La mise en place d'un marché énergétique commun est repoussée à 2018 et le projet de bourse commune du gaz et du pétrole ne verrait pas le jour avant 2025.

9. Rappelons que plus du quart des frontières des États membres du Conseil de l'Europe datent de la période 1989-1991 et des années qui suivirent. La structure géopolitique de l'Europe est récente et fragile.

Dans le cas de l'Ukraine, les enjeux sont identitaires, territoriaux et frontaliers ; ils retentissent ensuite sur le terrain de l'énergie. Dans un tel contexte, les négociations russo-ukrainiennes sur le prix du gaz et la dette de Naftogaz (le groupe public ukrainien) vis-à-vis de Gazprom devaient échouer. Le 16 juin 2014, Moscou annonçait l'interruption des livraisons, avec de probables conséquences sur les approvisionnements européens au cours de l'hiver 2014-2015. Parallèlement, après la destruction du Boeing 777 de la Malaysia Airlines, le 17 juillet 2014, les sanctions décidées dans le cadre de l'UE ont pris de l'ampleur et elles concernent désormais l'énergie, avec un embargo sur le matériel permettant l'extraction de gaz de schiste, les forages en mer et l'exploration-exploitation de la zone Arctique (mesures de « niveau 3 », approuvées par les ambassadeurs des Vingt-Huit, le 29 juillet 2014). Fin août, l'intervention militaire directe de Moscou dans l'Est ukrainien, pour empêcher la défaite des milices paramilitaires « prorusses », a entraîné l'adoption de nouvelles sanctions interdisant aux compagnies d'État russes, énergétiques et autres, de se financer sur le marché européen des capitaux¹⁰ (8 septembre 2014). Si les flux pétrogaziers russes s'écoulent encore, le conflit géopolitique s'est étendu et il a atteint le secteur énergétique. Les temps ont changé : les gouvernements européens redoutent la menace russe, ce qui ébranle la confiance envers leur principal fournisseur énergétique ; le président russe fait prévaloir son dessein géopolitique sur l'intérêt économique et veut accroître sa latitude vis-à-vis de l'Europe.

La menace d'une réorientation des flux pétrogaziers vers l'Asie

Une mise en perspective de la coopération énergétique sino-russe

Alors que les relations entre l'UE et la Russie se tendent, Vladimir Poutine menace de réorienter les exportations énergétiques russes vers la Chine et l'Asie-Pacifique. En toile de fond, la diplomatie triangulaire pensée et amorcée dans les années 1990 par Evgueny Primakov – l'idée était de s'appuyer sur la Chine et l'Inde pour rehausser la Russie dans sa relation avec l'Occident –, et le partenariat Moscou-Pékin mis en œuvre à partir de 1996. Cette même année, le « groupe de Shanghai » était fondé et constituait l'une des expressions

10. Les mesures annoncées sont en suspens, la consolidation du cessez-le-feu signé à Minsk, le 5 septembre 2014, et l'ouverture de négociations pourraient entraîner leur révision (voir les propos d'Herman Van Rompuy à la télévision belge VRT, le 7 septembre 2014). Le 11 septembre suivant, alors que les Vingt-Huit s'accordaient sur la date de mise en œuvre des sanctions, Gazprom réduisait ses livraisons à la Pologne, la Slovaquie, l'Autriche et l'Allemagne.

géopolitiques du rapprochement sino-russe. En 2001, ce « groupe » devenait l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS). Là encore, la problématique sino-russe dépasse et englobe la question énergétique. Des accords « définitifs » (1997, 2004 et 2008) ont réglé les litiges frontaliers, les dirigeants russes acceptant le retour à la Chine de l'île de Tabarov (sur le fleuve Amour). La coopération a également un volet militaro-industriel. Par ses ventes d'armes, Moscou a ainsi contribué à la puissance militaire chinoise, dont le lancement du premier porte-avions chinois, le *Liaoning*, le *sister-ship* du *Kouznetsov*. Si la coque a été achetée à l'Ukraine, à la fin des années 1990, la construction du porte-avions chinois a requis des transferts technologiques russes. Après un ralentissement de la coopération militaro-industrielle, pendant plusieurs années, on observe aujourd'hui de nouvelles ventes d'armes russes à la Chine et une montée en gamme des matériels livrés (missiles S-400, voire des avions Su-35).

À cela s'ajoutent les échanges et coopérations énergétiques sino-russes. L'exploitation des gisements russes de Sibérie orientale (ceux du lac Baïkal), de l'Extrême-Orient russe et de l'île de Sakhaline est liée à la construction de l'oléoduc ESPO (Sibérie-océan Pacifique), depuis cette région jusqu'au terminal de Nakhodka (l'amphithéâtre d'Irkoutsk produit de 2,5 à 3 % du pétrole russe). De cette manière, Vladimir Poutine évitait de lier la Russie à un seul acheteur final. Pourtant, la diplomatie énergétique chinoise a obtenu la construction d'une dérivation entre Skovorodino et Daqing. Inauguré fin 2010, cet oléoduc fonctionne depuis le début de l'année 2011 et la Russie assure désormais 6 % des importations chinoises de pétrole. Durant une décennie, les négociations auront aussi porté sur le gaz et les deux capitales ont signé un accord-cadre en 2009. Le volume envisagé était de 30 milliards de m³ par an dans une première phase, ce qui représentait moins 20 % des importations européennes de gaz russe. Au cours de cette longue négociation, Pékin a renforcé sa position en développant des liens énergétiques avec le Kazakhstan et le Turkménistan, oléoducs et gazoducs traversant les portes de Dzoungarie, dans le sens ouest-est¹¹. Le désaccord entre Russes et Chinois a longtemps porté sur les prix.

11. La Dzoungarie est un bassin géologique situé entre l'Altaï (les « montagnes d'or ») au nord et les monts Tian-Shan (les « monts célestes ») au sud. Délimité à l'est par le désert de Gobi, ce bassin ouvre à l'ouest sur les steppes kazakhes. Placée sous souveraineté chinoise (avec quelques éclipses), la Dzoungarie couvre le nord du Sin-Kiang (Xinjiang) et cette région est voisine du Kazakhstan. Les Portes de Dzoungarie désignent plus particulièrement un couloir de circulation, large d'à peine 10 km dans sa partie la plus étroite, entre l'Altaï et les monts Tian-Shan. C'est là une des principales voies de passage de la géohistoire eurasiatique, à travers les chaînes de montagne qui délimitent au sud la dépression de la Caspienne et les plateaux de Sibérie. Cette dépression entre l'Altaï (point culminant : 4 506 mètres) et les monts Tian-Shan (points culminant : 7 439 mètres) est désormais la voie de passage d'oléoducs acheminant du

Lors de sa visite à Shanghai, les 20 et 21 mai 2014, Poutine a signé un contrat gazier avec Xi Jinping, son homologue chinois (le contrat lie Gazprom à la CNPC/China National Petroleum Company). Pour un montant total de 400 milliards de dollars (293 milliards d'euros), la Russie livrera à la Chine, à partir de 2018, un volume de 38 milliards de m³ de gaz par an, et ce pendant trois décennies. Si le prix n'a pas été communiqué, les experts parlent de 350 dollars les 1 000 m³ (le prix moyen en Europe est de 380 dollars). À long terme, certains analystes affirment que la Russie aurait la capacité d'exporter vers la Chine 130 milliards de m³ par an, soit un volume comparable aux exportations russes vers l'Europe. Dans l'immédiat, Gazprom devra investir 55 milliards de dollars pour exploiter de nouveaux gisements en Sibérie orientale et construire des gazoducs jusqu'à la frontière avec la Chine. De l'autre côté de la frontière, la CNPC investira 20 milliards de dollars dans des gazoducs reliant les confins sino-russes aux régions littorales d'Asie-Pacifique¹². Alors que les gazoducs tournés vers l'Europe sont rentabilisés – ils ont été construits dans les années 1970-1980 –, le montant des investissements requis pour exporter vers la Chine pèsera sur les coûts de production du gaz et sur les comptes de Gazprom, un groupe endetté dont la capitalisation a fondu de deux tiers depuis 2008. Enfin, l'État russe aurait renoncé à prélever certaines taxes sur le gaz exporté vers la Chine et concédé à Pékin de nouveaux transferts technologiques.

Un rééquilibrage partiel mais sans substitution de l'Asie à l'Europe

Il reste que l'État russe et les grands groupes publics, Rosneft et Gazprom, mènent bien une politique de réorientation des flux pétroliers et gaziers vers la Chine. Pourtant, la géographie des gisements contrarie l'idée selon laquelle la Russie, engagée dans un conflit géopolitique d'ensemble avec l'Occident, pourrait substituer l'Asie à l'Europe. Si l'on considère le pétrole, la région de Bakou III (Sibérie occidentale/boucle de l'Ob) représente 65 % de la production et celle de

pétrole kazakh vers le Sin-Kiang et, bien plus loin, les zones de consommation du littoral chinois. Depuis 2009, un gazoduc « tiré » à partir de gisements du Turkménistan fait aussi passer du gaz à travers les Portes de Dzungarie pour alimenter la consommation de Shanghai, soit un trajet total de 7 000 km. Ces flux pétroliers et gaziers orientés d'ouest en est, depuis la Caspienne jusqu'au Sin-Kiang, donnent ainsi forme à une sorte de Grand Turkestan énergétique.

12. Les travaux du gazoduc « Force de Sibérie », long de 4 000 km, ont commencé le 1^{er} septembre 2014, le coût de l'ensemble des investissements et infrastructures étant de 55 milliards. La construction du tronçon chinois sera amorcée au début de l'année 2015. La CNPC investira 20 milliards de dollars pour amener le gaz de la frontière sino-russe aux métropoles chinoises des rives d'Asie-Pacifique.

Bakou II (le long de la Volga et de la Kama) en assure un quart. Les 9/10 de la production se trouvent donc dans la partie occidentale de la Russie et alimentent les oléoducs à destination des marchés européens. Au nord, l'Arctique russe représente moins de 6 % de la production et les coûts d'exploitation y sont élevés. En Sibérie orientale et en Extrême-Orient, régions tournées vers la demande asiatique, l'amphithéâtre d'Irkoutsk et Sakhaline assurent respectivement 2 % et 3 % de la production. Notons enfin que la Russie vit sur des régions pétrolifères exploitées à l'époque soviétique. Depuis, aucun « Bakou IV » n'a été découvert. D'ores et déjà, le renouvellement des ressources pose problème et il n'est pas sûr que le pétrole exporté vers la Chine dégage de grandes marges bénéficiaires.

Pour le gaz naturel, la part de la Sibérie occidentale est plus marquée encore, Bakou III représentant les 9/10 de la production. Au nord, un groupe privé concurrent de Gazprom, Novatek, exploite les gisements de la presque île de Yamal. La région est prometteuse mais elle n'assure encore que 3 % de la production. Novatek y construit une usine de GNL, avec la participation du français Total et du chinois CNPC, usine dont la production serait destinée au marché européen. Les mers de Kara et de Barents abritent d'importants gisements de gaz mais ils ne sont pas exploités (la mise en valeur de Chtokman est à nouveau reportée). Quant aux gisements de Bakou II (Astrakhan et Orenbourg), tournés vers l'ouest, ils représentent 5 % de la production. La Sibérie orientale (amphithéâtre d'Irkoutsk et Sakha-Iakoutie) n'est qu'effleurée et cet espace est plus particulièrement concerné par le contrat sino-russe de mai 2014. Viennent enfin les gisements *offshore* de Sakhaline où une usine GNL est en service depuis 2010. La région représente 4 % de la production totale. Le gaz souligne donc à nouveau le déséquilibre est-ouest qui marque la géographie des hydrocarbures russes, avec les contraintes induites.

Si l'accord signé à Shanghai par Poutine et Xi Jinping (21 mai 2014) est qualifié de « contrat du siècle », la comparaison des ordres de grandeur avec les achats européens, la structure des échanges énergétiques UE-Russie et la géographie des ressources, dont l'exploitation est rendue difficile du fait des contraintes territoriales et de la rugosité de l'espace russe, donnent le sens du relatif. *In fine*, la Russie peut effectivement réorienter, au sens étymologique du terme, une partie de ses exportations mais il y faudra du temps, et les énormes investissements requis grèveront les bénéfices de groupes publics, parfois comparés à des « dinosaures de l'énergie » [Baev, 2014]. Une substitution pure et simple de l'Asie à l'Europe est *a priori* exclue, l'idée étant plutôt de réduire la dépendance russe aux marchés européens et de disposer d'un nouveau levier de pouvoir dans les négociations avec l'UE, sur les plans commercial, diplomatique et stratégique. Si les exportations russes vers l'Europe devaient être durablement interrompues, ce ne serait pas tant un choix initial et délibéré que la conséquence d'une montée aux extrêmes, dans un vaste conflit géopolitique entre la Russie et l'Occident. En l'état actuel

des choses, les investissements consentis dans le Nord Stream, utilisé au tiers de sa capacité, et dans le projet de South Stream, à la rentabilité douteuse, renforcent le lien physique entre la Russie et les marchés européens. Une « guerre du gaz » de grande ampleur serait véritablement le signe d'une bascule du pouvoir russe dans une logique autre que celle mise en avant par les tenants d'un système de coopération paneuropéen.

Assurer ses arrières en Asie – Peser en Europe

Dans le discours géopolitique russe, celui de Vladimir Poutine et de ses proches, la réorientation des flux d'hydrocarbures vers la Chine et l'Asie serait le véhicule et la manifestation d'une alliance entre Moscou et Pékin, contre les États-Unis et l'Occident. Dix ans après sa signature, le traité d'amitié et de coopération de 2001 a été renforcé et renommé (« Partenariat global stratégique et de coopération fondé sur l'égalité, la confiance mutuelle, le soutien mutuel, une prospérité et une amitié conjointe de génération en génération »). La valorisation de l'OCS et la mise en avant du thème multipolaire s'inscrivent dans la même ligne. Dès 2002, Moscou et Pékin ont signé une « Déclaration conjointe sur le monde multipolaire » qui entendait montrer que les deux pays, face à la politique américaine, partageaient une même vision stratégique. Le refus du droit d'ingérence, l'hostilité au thème du « *regime change* » et l'intangibilité des frontières internationales en sont les principales composantes. Si les dirigeants chinois n'ont pas reconnu l'indépendance de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud, après la guerre russo-géorgienne d'août 2008, ils se sont montrés discrets sur le rattachement de la Crimée à la Russie (18 mars 2014). Quelques semaines plus tard, Pékin réaffirmait la solidarité géopolitique de la Chine avec la Russie. À Shanghai, le 20 mai 2014, Xi Jinping a loué « la détermination et la volonté inébranlable de la Chine et de la Russie de faire face ensemble aux menaces et aux défis nouveaux (...) et sauvegarder la sécurité et la stabilité régionales » (China News Service, 20 mai 2014). Une déclaration conjointe a suivi. Dans cette déclaration, Pékin et Moscou s'affirment résolus à « résister aux interférences dans les affaires internes des autres États et à s'opposer au langage des sanctions unilatérales ». Les deux capitales en appellent à « cesser tout financement et tout encouragement d'activités visant à changer l'ordre constitutionnel d'autres États » et soulignent la « nécessité de respecter l'héritage historique de chaque pays, leur culture politique et le système social et politique qu'ils ont choisi de manière indépendante ».

Les dirigeants russes affirment voir plus loin que la Chine. La Russie effectuerait une percée sur la grande scène asiatique et serait la pointe avancée du « monde des émergents », envers et contre les économies vieillissantes du Nord. Rappelons ici l'importance de ce thème dans le discours prononcé par Vladimir Poutine

à Munich, le 10 février 2007. La volonté de la diplomatie russe de développer et renforcer ses liens avec d'autres pays d'Asie du Sud et de l'Est, dont l'Inde et le Vietnam, appelle l'attention sur l'ambivalence des relations sino-russes. Il y a peu encore, d'aucuns évoquaient un nouveau « péril jaune » susceptible d'unir Russes et Occidentaux, la montée en puissance de la Chine, plus évidente encore après la crise économique de 2008, constituant une menace virtuelle sur la Sibérie et l'Extrême-Orient russe, régions vides d'hommes mais riches en ressources naturelles, au contact de provinces chinoises surpeuplées (6 millions de Russes face à 120 millions de Chinois). Bien que maniée avec discrétion, cette vision des choses a parfois servi à légitimer la diplomatie du « *reset* » inaugurée par l'administration Obama en 2009.

Certes, l'avenir est ouvert, mais les coopérations concrètes mises en place par les autorités chinoises et russes dans leurs régions frontalières, et les convergences diplomatiques affichées sur le plan international ne vont pas dans le sens du « péril jaune » et d'un futur grand conflit sino-russe. Au vrai, les rivalités sino-russes sont plus observables en Asie centrale, l'un comme l'autre cherchant à instrumentaliser l'OCS (la Chine l'utilise comme plate-forme multilatérale pour renforcer sa présence et la Russie cherche à limiter la percée chinoise). Dans cette partie de l'« étranger proche », le Kremlin s'appuie sur l'OTSC et la Communauté économique eurasiatique, complétées par une Union eurasienne, pour consolider la présence de la Russie et réaffirmer son hégémonie. Pourtant, Moscou fait preuve d'une grande prudence vis-à-vis de la Chine. L'idée est de contenir et d'accompagner la poussée chinoise, de passer des compromis (voir la délimitation des frontières communes) et de coopérer (les échanges énergétiques et militaro-industriels), sans confrontation. De part et d'autre, on s'appuie réciproquement pour pratiquer une forme de *soft balancing* vis-à-vis de l'Occident. Pour la Russie, il ne s'agit pas d'améliorer les termes de l'échange avec l'Occident et de s'insérer dans un vaste ensemble géopolitique euro-atlantique, de Vancouver à Vladivostok. Les dirigeants russes veulent stabiliser leur rapport à la Chine et assurer leurs arrières en Asie, afin de peser en Europe, là où le révisionnisme géopolitique russe est le plus saillant, ce qui nous ramène à l'Ukraine.

Conclusion

En conclusion, les relations énergétiques entre l'UE et la Russie ont pris un tour conflictuel qui, depuis plusieurs années déjà, remet en cause le discours de la « maison commune » et des complémentarités naturelles. Le conflit ne dérive pas de désaccords commerciaux mais de profondes divergences politiques, y compris dans leur dimension spatiale et territoriale. Sous la direction de Vladimir Poutine,

la Russie s'est détournée des régimes constitutionnels-pluralistes occidentaux et le Kremlin privilégie explicitement une voie spécifique. « Démocratie souveraine » et « verticale de pouvoir » désignent une forme d'autoritarisme patrimonial dont les caractéristiques se sont accusées au fil des ans. La rente énergétique constitue la base financière du régime et les exportations pétrogazières sont au service d'une politique de puissance. Révisionnisme géopolitique et « réunification » expliquent le conflit rampant entre la Russie et l'UE, celle-ci ne pouvant se désintéresser de ses voisins et confins orientaux. La question énergétique doit donc être appréhendée dans le cadre plus large des représentations géopolitiques et des projets politiques des protagonistes.

Dans cette relation conflictuelle, la dépendance de l'UE à l'égard de la Russie ne doit pas être considérée de manière unilatérale. Le commerce extérieur, les finances publiques, le système politique et l'économie de la Russie dépendent fortement des échanges avec l'Europe. Cela explique une certaine prudence de Moscou dans l'emploi de l'arme énergétique – les choses se préciseront avec le retour de l'hiver –, et la volonté russe de réorienter les flux énergétiques vers la Chine et l'Asie. Certes, un tel choix peut sembler irrationnel sur le plan économique mais le « politique » prime et l'énergie relève de la stratégie des moyens. Dans cette relation difficile, l'UE et ses membres disposent de marges de manœuvre. Outre le renforcement du marché intérieur et de la politique européenne de l'énergie, ils peuvent s'appuyer sur certains facteurs porteurs. L'ouverture d'un « corridor sud » vers le bassin énergétique de la Caspienne, les exportations de GNL américain et la formation d'un marché mondial du gaz ouvriront de nouvelles possibilités. En conséquence, la question des relations énergétiques entre l'Europe, la Russie et l'Asie doit être travaillée sur d'autres ordres de grandeur.

LE RECOURS AU « GRAND LARGE »

Confrontés à l'instrumentalisation politique des flux énergétiques, l'UE et les États qui la composent disposent de marges de manœuvre, en sus des hydrocarbures non conventionnels, du nucléaire civil (voir la communication de la Commission européenne du 22 janvier 2014 – « Cadre pour le climat et l'énergie à l'horizon 2030 ») et de la « transition énergétique » (interconnexion des réseaux et développement d'un marché européen de l'énergie, plus grande efficacité énergétique, recours aux énergies renouvelables). Ces marges de manœuvre portent sur la diversification des sources d'approvisionnement en gaz naturel, étant entendu que les grands fournisseurs que sont la Norvège et l'Algérie ne pourraient que partiellement se substituer à la Russie. Au-delà du cas de la Norvège, les gisements d'hydrocarbures

de la mer du Nord s'épuisent et leur production ralentit. Dans le cas de l'Algérie, la montée en puissance de la production est freinée par le « patrimonialisme » et la mauvaise gouvernance du pays, ce que le nationalisme pétrogazier d'Alger ne peut plus masquer.

L'expression de « grand large » renvoie donc aux États-Unis, bientôt exportateurs de GNL (gaz naturel liquéfié), aux solidarités transatlantiques qui pourraient gouverner les échanges énergétiques, d'une rive à l'autre, ainsi qu'au mouvement d'ensemble vers un futur marché mondial du gaz. Selon les chiffres de 2013, les États-Unis sont le premier producteur mondial de gaz, leur part s'élevant à 20 % de la production mondiale (17 % pour la Russie). Une fois discutée, la « révolution du gaz de schiste » s'est avérée effective, ce qui bouleverse les positions acquises. Aussi les États-Unis deviennent-ils exportateurs de GNL, les surplus de la production américaine représentant déjà un montant équivalent à la consommation française de gaz, voire à la consommation de l'Allemagne. Lors de sa visite à Bruxelles, le 26 mars 2014, Barack Obama a évoqué le recours au gaz américain en cas de chantage énergétique russe. Déjà, le département de l'Énergie a accepté six projets d'usines de liquéfaction, sur un total de vingt et un, et l'usine de Cameron LNG, à Hackberry (Louisiane), entrera en activité en 2015. Diverses personnalités politiques américaines dont John Boehm, le président républicain de la Chambre des représentants, ont appelé à accélérer le processus, pour soutenir les alliés européens. Il est vrai que la logique de marché dominera, les volumes exportés allant là où les prix sont les plus attractifs, c'est-à-dire en Asie. Des contraintes juridiques, dont la signature d'un traité de libre-échange transatlantique, doivent aussi être prises en compte. Il reste que le gaz américain, en situation de crise énergétique, modifie déjà les anticipations et représentations du futur qui, de part et d'autre, gouvernent les choix politiques.

Le « grand large » renvoie aussi aux exportations qataries de GNL et à la formation d'un marché mondial du gaz. Quatrième producteur de gaz au monde (5 % de la production mondiale), le Qatar est au premier rang pour la production et l'exportation de GNL (le tiers de la production mondiale). Situé à mi-chemin des marchés européens et pacifico-asiatiques, l'émirat exporte 63 % de sa production de GNL vers l'Asie et 30 % vers l'Europe. Là encore, le haut niveau des prix en Asie-Pacifique joue en ce sens et le GNL qatari ne palliera pas une éventuelle défaillance de la Russie sur les marchés européens. Toutefois, l'arrivée à maturité de projets gaziers australiens (production de gaz de houille et exploitation de gisements *offshore*), entre 2015 et 2020, et l'exportation de cette production vers l'Asie-Pacifique pourraient amener le Qatar à tourner une plus grande partie de sa production vers l'Europe. Au plan mondial, une part croissante du gaz sera vendue sur des marchés *spot* et la progression du GNL donnera plus de flexibilité

aux relations entre vendeurs et acheteurs, à l'instar du marché du pétrole. Pour que l'Europe puisse en tirer parti, il faudra construire de nouveaux terminaux de regazéification du GNL, notamment sur les littoraux des pays centre-est européens. L'Europe compte trente-six projets de terminaux d'importation destinés à diversifier les approvisionnements en gaz mais peu d'entre eux concernent le Centre-Est européen. Les terminaux GNL de Klaipėda (Lituanie) et Swinoujscie (Pologne) seront opérationnels courant 2014. La Croatie compte aussi un projet de terminal GNL à Krk. S'il est mené à bien, il pourra recevoir du GNL d'Afrique du Nord (Algérie) et, ultérieurement, de Méditerranée orientale, pour autant que les compagnies engagées dans les gisements chypriotes fassent le choix du GNL et construisent une usine de liquéfaction dans le sud de Chypre. Avec des terminaux sur la Baltique et sur l'Adriatique, un corridor nord-sud associant différents pays d'Europe centrale pourrait alors voir le jour, le gaz s'écoulant dans des gazoducs interconnectés et fonctionnant en double sens (l'UE soutient un programme de compresseurs destinés à équiper les gazoducs des pays du groupe de Visegrad).

Bibliographie

- BAEV P. (2014), « Rosneft, Gazprom et l'État : qui décide la politique énergétique russe ? », *Russie. Nei. Visions*, n° 75, Centre Russie/NEI, mars.
- WALLANDER C. A. (2007), « La Russie face à la mondialisation : la voie du trans-impérialisme », in *La Russie : enjeux internationaux et intérieurs*, hors-série *Politique étrangère*, IFRI-Armand Colin, août.